



COMMISSION DES FINANCES
67^{ème} session
Rome, 25 mars 2010

UNIDROIT 2010
F.C. (67) 3
Original: anglais
Mars 2010

Point No. 3 de l'ordre du jour :
Information sur l'évolution de la Charte des contributions d'UNIDROIT

(Note du Secrétariat d'UNIDROIT)

<i>Sommaire</i>	<i>Evolution de la Charte des contributions d'UNIDROIT</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Pour information des membres de la Commission des Finances</i>
<i>Documents connexes</i>	<i>Aucun</i>

1961 - Modification de l'article 16

1. Le financement d'UNIDROIT après sa reconstitution de 1940 ne prévoyait que des contributions volontaires, essentiellement de la part du Gouvernement italien. Les Etats membres – alors quarante-deux – ne se sont engagés juridiquement au paiement d'une contribution qu'après l'entrée en vigueur, en 1964, d'un amendement de l'article 16 du Statut qui avait été approuvé par l'Assemblée Générale en 1961 lors de sa 10^{ème} session.
2. Le premier tableau des contributions, où les Etats membres autres que l'Italie avaient été classés dans des catégories conformément au nombre d'unités de contributions qui leur avait été attribué (initialement chaque unité était fixée à 2.000 francs suisses), a été dressé en 1965, et se basait sur le système de classement adopté, depuis 1874, par l'Union Postale Universelle. Ce même modèle de classement avait été également adopté par la Conférence de La Haye de droit international privé.
3. La raison pour laquelle l'Institut avait choisi ce système de classement parmi d'autres systèmes examinés avait été expliquée comme suit :

"Le Conseil de Direction estime [...] que la répartition des contributions à taux fixe, sur la base d'une série de catégories, représente le système préférable. En premier lieu, ce système n'oblige pas à modifier les attributions des organes administratifs ; ensuite, il laisse à chaque Etat la liberté de modifier d'une manière autonome la mesure de sa propre contribution, abstraction faite du budget réel de l'Institut. D'autre part, il met l'Institut à même de connaître, avec un degré d'approximation suffisante, le produit global des contributions qui lui sont versées." (Rapport explicatif de l'ordre du jour de la 10^{ème} session (extraordinaire) de l'Assemblée Générale (Rome, le 15 novembre 1961) – U.D.P. – Assemblée, 10 – Doc. n°2, p. 16)

4. Pour ce qui concerne le nombre des catégories, le Conseil de Direction avait suggéré de les limiter à quatre puisque "le choix d'un nombre plus restreint annulerait pratiquement le sens même de la répartition des contributions en catégories" et qu'un nombre plus élevé des catégories compliquerait le système entier et "différencierait trop largement les charges assumées par un Etat de celles supportées par un autre" (*ibid.*). Avec ce système, "chaque Gouvernement pourra déclarer à tout moment la catégorie dans laquelle il sera rangé". Selon les estimations du Conseil de Direction, l'adoption d'un tel système comporterait que "le produit global des contributions versées par les Etats membres autres que l'Italie soit équivalent à la contribution de ce dernier, ce qui aurait ainsi pour résultat de doubler le montant global du budget" (*ibid.*).

1965 - Modification de l'article 16 – Paragraphes 2-10

5. Il apparut très vite que le nouveau système ne répondait pas au but recherché et, dès 1964, des propositions d'amendements avaient été soumises à l'Assemblée Générale. Parmi d'autres considérations, il avait été relevé que "la discrétionnalité absolue laissée à chaque Etat de choisir la catégorie de contribution dans laquelle il pouvait se ranger" avait comporté "de graves inégalités" puisque cela avait induit "de nombreux Etats importants à se cotiser pour un montant égal ou même inférieur à celui choisi par des Etats ayant un potentiel économique et politique plus faible". (Rapport explicatif de l'ordre du jour de la 13^{ème} session de l'Assemblée Générale (Rome, le 20 novembre 1964) – U.D.P. 1961 – Assemblée, 13 – Doc. n°2, p. 13). A la suite de discussions approfondies, une Commission spécialement nommée avait proposé à l'Assemblée Générale de remplacer la répartition des contributions à taux fixe par un système qui consisterait à établir que les dépenses annuelles de l'Institut "excédant le montant de la contribution de base du Gouvernement italien" devraient être réparties entre les autres Etats membres en groupant ceux-ci dans des catégories différentes (cinq catégories plus une catégorie spéciale) sur la base d'un certain nombre d'unités par catégorie et selon un classement des Etats, qui serait déterminé plus tard, qui tiendrait compte "du revenu national ainsi que d'autres facteurs encore". (Rapport et Recommandations de la Commission spéciale chargée d'examiner les problèmes financiers d'UNIDROIT, U.D.P. 1965 – Assemblée, 14, Doc. n°3, paragraphe 18). La Commission avait également recommandé que "la classification des Etats membres en catégories de même que les révisions éventuelles de cette classification, ne devraient pas être laissées à la discrétion de chaque Etat membre pris individuellement, mais qu'elles devraient recevoir la sanction de l'organe représentatif de l'Institut, l'Assemblée Générale" (*ibid.*, paragraphe 21).

6. Par une Résolution, lors de sa 14^{ème} session extraordinaire, tenue à Rome les 15 et 16 juin 1965, l'Assemblée Générale avait adopté le nouveau texte des paragraphes 2-10 de l'article 16, avec l'énoncé encore en vigueur aujourd'hui.

1984 - Modification de l'Article 16 – Paragraphe 1 (contribution italienne)

7. En ce qui concerne la contribution du Gouvernement italien, le paragraphe 1 de l'article 16 a été modifié en 1985, par Résolution de l'Assemblée Générale adoptée lors de la 37^{ème} session, à Rome, le 9 novembre 1984. Avant cette date, le montant de la contribution italienne était indiqué comme un montant fixe, et une augmentation de cette somme impliquait un amendement du Statut. La Note verbale envoyée le 26 novembre 1984 aux Gouvernements des Etats membres concernant la modification de ce Paragraphe et leur demandant d'approuver cette modification le plus tôt possible indiquait que, malgré cette prévision, l'Italie avait augmenté deux fois sa contribution, en 1974 et en 1979, en basant ces augmentations non sur des obligations statutaires, mais sur une loi du Parlement italien. Cependant, le caractère irrégulier de ces augmentations, « joint au taux d'inflation élevé en Italie dans la fin des années 1970 et pendant les premières années de la décennie en cours, ont fait que les augmentations annuelles des contributions des autres Etats membres, lesquelles sont calculées en francs suisses, ont progressé à un rythme accéléré ». Dans ces conditions « Le Secrétariat a essayé de trouver, avec les autorités italiennes compétentes, un nouveau système concernant la contribution italienne qui permettra à l'Institut de

suivre une politique budgétaire plus régulière dans l'avenir. Les trois éléments essentiels de la solution proposée sont une augmentation de la contribution italienne annuelle, à compter de 1985 à Lit 300.000.000, une révision triennale de la contribution italienne, et un fondement statutaire de ce nouveau système »

8. Afin de permettre cette modification, il a été nécessaire, du côté du Gouvernement hôte, d'inclure la contribution italienne en faveur d'UNIDROIT dans le Chapitre des "contributions volontaires" du budget italien, tandis qu'auparavant, jusqu'en 1985, cette contribution était insérée dans le Chapitre des dépenses obligatoires. Cette modification a permis une considérable réévaluation de la contribution, qui est passée de 300 millions de Lit. en 1985 à 470 millions de Lit. en 1995. Le texte du paragraphe 1 de l'article 16 mentionne des révisions "à l'expiration de chaque période triennale", parce qu'à l'époque, la « legge finanziaria » italienne ainsi que le budget se basaient sur une estimation des dépenses sur une période de trois ans. Ce système a subi de nombreuses modifications, le budget italien est désormais établi annuellement et, par conséquent, la contribution du Gouvernement italien est maintenant déterminée sur une base annuelle.

1995 – Révision de la Charte des contributions

9. Lors de sa 49^{ème} session en décembre 1995, l'Assemblée Générale a adopté une révision générale de la Charte des contributions. Au cours des années, de nombreux représentants des Etats membres, en vue d'établir un classement des Etats membres plus objectif, avaient suggéré un examen plus précis du lien qui existe entre les tableaux des contributions d'UNIDROIT et des Nations Unies. A la suite de la proposition de la Commission des Finances, il a été décidé que :

- "Aucun Etat ne pourrait, lors de son adhésion à l'Institut, être classé dans une catégorie inférieure à celle dans laquelle se trouvent d'autres Etats qui paient un pourcentage de contribution supérieur aux Nations Unies.
- En ce qui concerne les Etats membres actuels :
 - (a) tous les efforts devraient être faits par le Secrétariat pour tenter d'obtenir par la négociation bilatérale le reclassement dans une catégorie plus élevée dans le tableau d'UNIDROIT d'un Etat membre lorsqu'il y a au moins deux autres Etats classés dans une catégorie plus élevée qui paient un pourcentage de contribution inférieur ou sensiblement semblable à celui payé par Etat aux Nations Unies ;
 - b) il conviendrait d'examiner avec faveur la demande de reclassement vers le bas émanant d'un Etat membre lorsqu'il y a au moins deux autres Etats classés dans une catégorie inférieure qui paient un pourcentage de contribution plus élevé aux Nations Unies que l'Etat faisant la demande ;
 - c) lorsque les situations a) et b) se présentent en même temps la préférence devrait être donnée à la solution sous a) ;
 - d) à l'expiration des arrangements qui s'appliquent en ce moment au Venezuela et au Mexique, aucun reclassement provisoire ne devrait être admis à l'avenir."

1998 – Révision de la Charte des contributions et classement des Etats membres dans le nouveau système

10. La question du classement des Etats membres en vue de déterminer leur quote-part dans le budget d'UNIDROIT a été examinée à nouveau en 1998. A cette époque-là, le Secrétariat avait soumis à l'examen de la Sous-commission de la Commission des Finances, lors de sa 97^{ème} session tenue le 4 juin 1998, une série d'hypothèses de reclassement des Etats membres dans la Charte des contributions d'UNIDROIT. A la suite de cette réunion, le Secrétariat avait soumis à la Commission des Finances deux propositions de reclassement des Etats membres d'UNIDROIT fondées, d'une part sur le critère socio-économique objectif par le biais duquel le pourcentage de participation au

budget des Nations Unies avait été fixé et, d'autre part, sur les résultats des divers contacts établis avec les représentants de certains Etats membres.

11. La première proposition prévoyait un classement des Etats membres d'UNIDROIT en huit catégories plus une catégorie spéciale, comme par le passé. Avec quelques exceptions pour des raisons spécifiques de classement, cette proposition de répartition des Etats membres dans les diverses catégories adoptait comme critère le tableau des contributions au budget des Nations Unies qui avait été accepté par les Etats membres d'UNIDROIT. Par conséquent, dans la Catégorie I avaient été classés les Etats dont le pourcentage de contribution au budget des Nations Unies dépassait 3% (l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Japon et le Royaume-Uni) ; dans la Catégorie II ceux dont le pourcentage était compris entre 2 et 3% et ainsi de suite pour les autres 6 Catégories, plus la Catégorie spéciale où figuraient Saint-Marin et le Saint-Siège.

12. La deuxième proposition était identique à la première à l'exception de la Catégorie V qui comprenait deux sous-catégories.

13. A l'occasion de la 51^{ème} session de la Commission des Finances tenue le 6 octobre 1998, la majorité des membres s'était clairement exprimée en faveur de la première proposition alors que d'autres avaient indiqué être prêts à se rallier au consensus. Le représentant d'un Etat qui, selon la deuxième proposition, aurait dû être classé dans la Catégorie V, avait exprimé une réserve à ce propos. Enfin, un représentant avait marqué son opposition de principe aux deux propositions et demandé une correspondance plus stricte entre le tableau des contributions des Nations Unies et celui d'UNIDROIT qui, au fil des années, avait souffert de certaines déviations avec le résultat d'avoir classé certains Etats dans une position privilégiée par rapport à d'autres Etats.

14. La question avait été, par la suite, soumise à l'Assemblée Générale qui, lors de sa 52^{ème} session, avait approuvé par consensus la décision de la Commission des Finances (voir A.G. (52)13, p. 14).

15. L'aboutissement de cette décision était le suivant :

- **huit catégories ordinaires** de classement et **une catégorie spéciale**, chacune correspondant à un certain nombre d'unités de contribution ;
- le **montant de chaque unité de contribution** ainsi que le budget devaient être approuvés tous les ans par l'Assemblée Générale ; le montant variait d'une année à l'autre en fonction du reste des dépenses estimées au budget d'UNIDROIT après déduction de la contribution du Gouvernement italien, des autres revenus prévus au budget ainsi que des sommes reportées de l'exercice financier précédent.

16. La structure de la Charte des contributions d'UNIDROIT qui avait été alors adoptée – et qui est valable encore aujourd'hui – était la suivante :

Catégorie I	(correspondant à 50 unités de contribution)
Catégorie II	(correspondant à 22 unités de contribution)
Catégorie III	(correspondant à 18 unités de contribution)
Catégorie IV	(correspondant à 13 unités de contribution)
Catégorie V	(correspondant à 11 unités de contribution)
Catégorie VI	(correspondant à 9 unités de contribution)
Catégorie VII	(correspondant à 8 unités de contribution)
Catégorie VIII	(correspondant à 5 unités de contribution)
Catégorie spéciale	(correspondant à 1 unité de contribution)

17. Conformément à ces instructions, le Secrétariat avait entamé une série de consultations bilatérales avec les représentants de certains Etats membres au cours desquelles il avait

notamment informé les représentants des Etats qui auraient pu être reclassés dans une catégorie plus élevée du tableau des contributions d'UNIDROIT d'une telle possibilité.

2004 - Examen du tableau des contributions et classement des Etats membres dans le nouveau système/tableau des contributions

18. En 2004, UNIDROIT avait révisé le classement des Etats membres dans le tableau des contributions, sans, toutefois, changer la méthodologie de base adoptée en 1998. La révision (la première depuis 1998) découlait d'une discussion au sein de la Commission des Finances, amorcée à l'occasion de la 102^{ème} réunion de la Sous-commission de la Commission des Finances (Rome, le 18 mars 2004). A cette occasion, le Secrétaire Général adjoint de l'époque avait attiré l'attention de la Sous-commission sur le nouveau barème des contributions des Nations Unies pour la période triennale 2004-2006 (F.C./S.C. (102) 3, paragraphe 10), en signalant que les contributions de nombreux Etats au budget des Nations Unies avaient augmenté, et que si des augmentations parallèles devaient avoir lieu au sein d'UNIDROIT, des unités de compte supplémentaires seraient apportées au budget de ce dernier. Il avait informé les membres de la Sous-commission que des négociations avaient été entamées avec les Gouvernements de la République populaire de Chine et de la République de Corée et qu'il avait l'intention de contacter les Gouvernements des autres Etats membres dont les contributions envers les Nations Unies s'étaient accrues. Les Etats membres concernés étaient la Grèce, Israël, la Pologne, le Portugal, la République arabe d'Egypte et la République islamique d'Iran (F.C./S.C. (102) 3, paragraphe 11).

19. Lors des discussions, certains membres de la Sous-commission de la Commission des Finances, ayant observé que le tableau des contributions des Nations Unies était ajusté sur la base de critères objectifs, et que le tableau des contributions de l'Institut était basé sur celui des Nations Unies, se demandaient alors s'il était nécessaire que le Secrétariat sonde chacun des Etats membres et soutenaient plutôt que ces augmentations devraient être automatiques. D'autres membres avaient exprimé des doutes sur l'existence d'une base juridique pour l'application automatique à l'Institut du barème des contributions des Nations Unies et demandaient des éclaircissements sur le lien précis entre le barème des Nations Unies et celui de l'Institut (*ibid.*, paragraphe 17).

20. Le Secrétaire Général adjoint avait expliqué que, même si l'application automatique du barème des contributions des Nations Unies semblait être logique, l'Institut était dépourvu d'une capacité politique pour la mettre en œuvre. En 1998, il avait été impossible de convaincre deux Etats membres d'accepter un reclassement à la hausse de sorte que des exceptions devaient être faites à leur égard. Le Secrétariat n'avait d'autre solution que de négocier le reclassement des Etats avec chaque Gouvernement.

21. A l'occasion de la 69^{ème} session de la Commission des Finances (Rome, le 8 octobre 2004), pour répondre aux questions soulevées par certains membres de la Commission, le Secrétaire Général adjoint avait rappelé que l'Assemblée Générale en 1998 – lors de sa 52^{ème} session tenue le 27 novembre – avait décidé que dorénavant le tableau des contributions de l'Institut devrait être révisé à la lumière des révisions successives du tableau des Nations Unies. Il avait relevé qu'en acceptant le reclassement, le Gouvernement de la République populaire de Chine avait accepté, en fait, de doubler sa contribution, le Gouvernement de la République de Corée avait ainsi accepté une augmentation de 67%, et le Gouvernement de Grèce une augmentation de 33% de sa contribution. D'autres Gouvernements avaient cependant informé de façon officielle le Secrétariat que les conditions économiques de leur pays à l'heure actuelle rendaient difficile l'idée d'accepter un reclassement. Alors que le Secrétariat avait jusqu'à ce moment essayé d'obtenir l'accord des Etats membres en question pour le reclassement, si la Commission des Finances et l'Assemblée Générale devaient insister pour que le nouveau tableau des contributions des Nations Unies soit strictement suivi, le Secrétariat serait alors obligé d'en informer formellement les Etats membres qui n'avaient pas encore accepté le reclassement (AG/Comm. Finances (58) 5 rév., p. 11).

22. L'aboutissement de ce processus était le suivant :

- un certain nombre d'Etats avaient accepté le reclassement ;
- 23 unités de contributions supplémentaires avaient été obtenues de la manière suivante : 3 unités de la Grèce, 1 unité de la Pologne, 1 unité du Portugal, 11 unités de la République populaire de la Chine et 7 unités de la République de Corée ;
- deux Etats membres avaient demandé que leur reclassement soit différé (l'Argentine et le Mexique) ¹
- deux Etats membres n'avaient pas clairement manifesté leur avis (le Brésil et Israël)

23. L'Assemblée Générale avait pris note de ce résultat lors de sa 58^{ème} session.

* * *

24. Le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies a été, depuis, révisé deux fois. La dernière révision a été adoptée avec la résolution n° A/RES/64/248 du 23 décembre 2009 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (Annexe I). L'application de cette résolution au tableau des contributions de l'Institut comporterait le reclassement de douze Etats membres d'UNIDROIT dans une catégorie plus élevée. Pour trois Etats membres d'UNIDROIT, le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies pour la période triennale 2010-2010 entraînerait leur reclassement dans une catégorie inférieure.

¹ En ce qui concerne l'Argentine, la cinquième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies ayant approuvé une Résolution qui réduisait temporairement la contribution de l'Argentine, l'Ambassade d'Argentine en Italie avait en conséquence demandé que toute décision de reclassement de son Gouvernement dans le tableau des contributions d'UNIDROIT soit différée. De la même façon, le Mexique avait demandé de surseoir à tout reclassement de son Gouvernement, compte tenu des difficultés économiques particulières que son Gouvernement connaissait.



Assessment of Member States' advances to the Working Capital Fund for the biennium 2010-2011 and contributions to the United Nations regular budget for 2010

Contents

	<i>Page</i>
I. Basis of assessment of Member States' advances to the Working Capital Fund for the biennium 2010-2011	2
II. Basis of assessment of Member States' contributions to the United Nations regular budget for 2010	2
III. Basis for credits in respect of the Tax Equalization Fund	2
IV. Advances and contributions	3
A. Advances by Member States to the Working Capital Fund for the biennium 2010-2011 .	3
B. Contributions by Member States to the United Nations regular budget for the year 2010	8



I. Basis of assessment of Member States’ advances to the Working Capital Fund for the biennium 2010-2011

1. Under its resolution 64/247 of 24 December 2009, the General Assembly resolved that:

(a) The Working Capital Fund shall be established for the biennium 2010-2011 in the amount of 150 million United States dollars;

(b) Member States shall make advances to the Working Capital Fund in accordance with the scale of assessments adopted by the General Assembly for contributions of Member States to the budget for the year 2010;

(c) There shall be set off against this allocation of advances:

(i) Credits to Member States resulting from transfers made in 1959 and 1960 from the surplus account to the Working Capital Fund in an adjusted amount of \$1,025,092;

(ii) Cash advances paid by Member States to the Working Capital Fund for the biennium 2008-2009 in accordance with General Assembly resolution 62/240 of 22 December 2007;

(d) Should the credits and advances paid by any Member State to the Working Capital Fund for the biennium 2008-2009 exceed the amount of that Member State’s advance under the provisions of paragraph 1 (b) above, the excess would be set off against the amount of the contributions payable by the Member State in respect of the biennium 2010-2011.

II. Basis of assessment of Member States’ contributions to the United Nations regular budget for 2010

	United States dollars
Assessment of Member States under General Assembly resolution 64/244 C	2 350 606 850

III. Basis for credits in respect of the Tax Equalization Fund

2. Under regulation 3.2 (e) of the Financial Regulations and Rules of the United Nations, adjustments shall be made to the assessments of the Member States in respect of:

“Half of the Member States’ credits in the Tax Equalization Fund for the financial period estimated to be not required to meet charges for tax refunds during the calendar year and any adjustments in the estimated credits previously taken into account.”

<i>United States dollars</i>	
Staff assessment income available for credit to Members under General Assembly resolution 64/244 C	236 006 150
<i>Less:</i> Estimated amount required to meet charges for tax refunds	51 921 353 ^a
Total credits accorded to Member States, as shown in section IV B	184 084 797

^a Amount charged against the credit of the United States of America in 2010.

IV. Advances and contributions

A. Advances by Member States to the Working Capital Fund for the biennium 2010-2011

(United States dollars)

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
Afghanistan	0.004	6 000	1 500	4 500
Albania	0.010	15 000	9 000	6 000
Algeria	0.128	192 000	127 500	64 500
Andorra	0.007	10 500	12 000	(1 500)
Angola	0.010	15 000	4 500	10 500
Antigua and Barbuda	0.002	3 000	3 000	—
Argentina	0.287	430 500	487 500	(57 000)
Armenia	0.005	7 500	3 000	4 500
Australia	1.933	2 899 500	2 680 500	219 000
Austria	0.851	1 276 500	1 330 500	(54 000)
Azerbaijan	0.015	22 500	7 500	15 000
Bahamas	0.018	27 000	24 000	3 000
Bahrain	0.039	58 500	49 500	9 000
Bangladesh	0.010	15 000	15 000	—
Barbados	0.008	12 000	13 500	(1 500)
Belarus	0.042	63 000	30 000	33 000
Belgium	1.075	1 612 500	1 653 000	(40 500)
Belize	0.001	1 500	1 500	—
Benin	0.003	4 500	1 500	3 000
Bhutan	0.001	1 500	1 500	—
Bolivia (Plurinational State of)	0.007	10 500	9 000	1 500
Bosnia and Herzegovina	0.014	21 000	9 000	12 000
Botswana	0.018	27 000	21 000	6 000
Brazil	1.611	2 416 500	1 314 000	1 102 500
Brunei Darussalam	0.028	42 000	39 000	3 000
Bulgaria	0.038	57 000	30 000	27 000

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
Burkina Faso	0.003	4 500	3 000	1 500
Burundi	0.001	1 500	1 500	—
Cambodia	0.003	4 500	1 500	3 000
Cameroon	0.011	16 500	13 500	3 000
Canada	3.207	4 810 500	4 465 500	345 000
Cape Verde	0.001	1 500	1 500	—
Central African Republic	0.001	1 500	1 500	—
Chad	0.002	3 000	1 500	1 500
Chile	0.236	354 000	241 500	112 500
China	3.189	4 783 500	4 000 500	783 000
Colombia	0.144	216 000	157 500	58 500
Comoros	0.001	1 500	1 500	—
Congo	0.003	4 500	1 500	3 000
Costa Rica	0.034	51 000	48 000	3 000
Côte d'Ivoire	0.010	15 000	13 500	1 500
Croatia	0.097	145 500	75 000	70 500
Cuba	0.071	106 500	81 000	25 500
Cyprus	0.046	69 000	66 000	3 000
Czech Republic	0.349	523 500	421 500	102 000
Democratic People's Republic of Korea	0.007	10 500	10 500	—
Democratic Republic of the Congo	0.003	4 500	4 500	—
Denmark	0.736	1 104 000	1 108 500	(4 500)
Djibouti	0.001	1 500	1 500	—
Dominica	0.001	1 500	1 500	—
Dominican Republic	0.042	63 000	36 000	27 000
Ecuador	0.040	60 000	31 500	28 500
Egypt	0.094	141 000	132 000	9 000
El Salvador	0.019	28 500	30 000	(1 500)
Equatorial Guinea	0.008	12 000	3 000	9 000
Eritrea	0.001	1 500	1 500	—
Estonia	0.040	60 000	24 000	36 000
Ethiopia	0.008	12 000	4 500	7 500
Fiji	0.004	6 000	4 500	1 500
Finland	0.566	849 000	846 000	3 000
France	6.123	9 184 500	9 451 500	(267 000)
Gabon	0.014	21 000	12 000	9 000
Gambia	0.001	1 500	1 500	—
Georgia	0.006	9 000	4 500	4 500
Germany	8.018	12 027 000	12 865 500	(838 500)

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
Ghana	0.006	9 000	6 000	3 000
Greece	0.691	1 036 500	894 000	142 500
Grenada	0.001	1 500	1 500	—
Guatemala	0.028	42 000	48 000	(6 000)
Guinea	0.002	3 000	1 500	1 500
Guinea-Bissau	0.001	1 500	1 500	—
Guyana	0.001	1 500	1 500	—
Haiti	0.003	4 500	3 000	1 500
Honduras	0.008	12 000	7 500	4 500
Hungary	0.291	436 500	366 000	70 500
Iceland	0.042	63 000	55 500	7 500
India	0.534	801 000	675 000	126 000
Indonesia	0.238	357 000	241 500	115 500
Iran (Islamic Republic of)	0.233	349 500	270 000	79 500
Iraq	0.020	30 000	22 500	7 500
Ireland	0.498	747 000	667 500	79 500
Israel	0.384	576 000	628 500	(52 500)
Italy	4.999	7 498 500	7 618 500	(120 000)
Jamaica	0.014	21 000	15 000	6 000
Japan	12.530	18 795 000	24 936 000	(6 141 000)
Jordan	0.014	21 000	18 000	3 000
Kazakhstan	0.076	114 000	43 500	70 500
Kenya	0.012	18 000	15 000	3 000
Kiribati	0.001	1 500	1 349	151
Kuwait	0.263	394 500	273 000	121 500
Kyrgyzstan	0.001	1 500	1 500	—
Lao People's Democratic Republic	0.001	1 500	1 500	—
Latvia	0.038	57 000	27 000	30 000
Lebanon	0.033	49 500	51 000	(1 500)
Lesotho	0.001	1 500	1 500	—
Liberia	0.001	1 500	1 500	—
Libyan Arab Jamahiriya	0.129	193 500	93 000	100 500
Liechtenstein	0.009	13 500	15 000	(1 500)
Lithuania	0.065	97 500	46 500	51 000
Luxembourg	0.090	135 000	127 500	7 500
Madagascar	0.003	4 500	3 000	1 500
Malawi	0.001	1 500	1 500	—
Malaysia	0.253	379 500	285 000	94 500
Maldives	0.001	1 500	1 500	—

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
Mali	0.003	4 500	1 500	3 000
Malta	0.017	25 500	25 500	—
Marshall Islands	0.001	1 500	1 500	—
Mauritania	0.001	1 500	1 500	—
Mauritius	0.011	16 500	16 500	—
Mexico	2.356	3 534 000	3 385 500	148 500
Micronesia (Federated States of)	0.001	1 500	1 500	—
Monaco	0.003	4 500	4 500	—
Mongolia	0.002	3 000	1 500	1 500
Montenegro	0.004	6 000	1 500	4 500
Morocco	0.058	87 000	63 000	24 000
Mozambique	0.003	4 500	1 500	3 000
Myanmar	0.006	9 000	7 500	1 500
Namibia	0.008	12 000	9 000	3 000
Nauru	0.001	1 500	1 500	—
Nepal	0.006	9 000	4 500	4 500
Netherlands	1.855	2 782 500	2 809 500	(27 000)
New Zealand	0.273	409 500	384 000	25 500
Nicaragua	0.003	4 500	3 000	1 500
Niger	0.002	3 000	1 500	1 500
Nigeria	0.078	117 000	72 000	45 000
Norway	0.871	1 306 500	1 173 000	133 500
Oman	0.086	129 000	109 500	19 500
Pakistan	0.082	123 000	88 500	34 500
Palau	0.001	1 500	1 500	—
Panama	0.022	33 000	34 500	(1 500)
Papua New Guinea	0.002	3 000	3 000	—
Paraguay	0.007	10 500	7 500	3 000
Peru	0.090	135 000	117 000	18 000
Philippines	0.090	135 000	117 000	18 000
Poland	0.828	1 242 000	751 500	490 500
Portugal	0.511	766 500	790 500	(24 000)
Qatar	0.135	202 500	127 500	75 000
Republic of Korea	2.260	3 390 000	3 259 500	130 500
Republic of Moldova	0.002	3 000	1 500	1 500
Romania	0.177	265 500	105 000	160 500
Russian Federation	1.602	2 403 000	1 800 000	603 000
Rwanda	0.001	1 500	1 500	—
Saint Kitts and Nevis	0.001	1 500	1 500	—

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
Saint Lucia	0.001	1 500	1 500	—
Saint Vincent and the Grenadines	0.001	1 500	1 500	—
Samoa	0.001	1 500	1 500	—
San Marino	0.003	4 500	4 500	—
Sao Tome and Principe	0.001	1 500	1 349	151
Saudi Arabia	0.830	1 245 000	1 122 000	123 000
Senegal	0.006	9 000	6 000	3 000
Serbia	0.037	55 500	31 500	24 000
Seychelles	0.002	3 000	3 000	—
Sierra Leone	0.001	1 500	1 500	—
Singapore	0.335	502 500	520 500	(18 000)
Slovakia	0.142	213 000	94 500	118 500
Slovenia	0.103	154 500	144 000	10 500
Solomon Islands	0.001	1 500	1 500	—
Somalia	0.001	1 500	1 349	151
South Africa	0.385	577 500	435 000	142 500
Spain	3.177	4 765 500	4 452 000	313 500
Sri Lanka	0.019	28 500	24 000	4 500
Sudan	0.010	15 000	15 000	—
Suriname	0.003	4 500	1 500	3 000
Swaziland	0.003	4 500	3 000	1 500
Sweden	1.064	1 596 000	1 606 500	(10 500)
Switzerland	1.130	1 695 000	1 824 000	(129 000)
Syrian Arab Republic	0.025	37 500	24 000	13 500
Tajikistan	0.002	3 000	1 500	1 500
Thailand	0.209	313 500	279 000	34 500
The former Yugoslav Republic of Macedonia	0.007	10 500	7 500	3 000
Timor-Leste	0.001	1 500	1 500	—
Togo	0.001	1 500	1 500	—
Tonga	0.001	1 500	1 500	—
Trinidad and Tobago	0.044	66 000	40 500	25 500
Tunisia	0.030	45 000	46 500	(1 500)
Turkey	0.617	925 500	571 500	354 000
Turkmenistan	0.026	39 000	9 000	30 000
Tuvalu	0.001	1 500	1 500	—
Uganda	0.006	9 000	4 500	4 500
Ukraine	0.087	130 500	67 500	63 000
United Arab Emirates	0.391	586 500	453 000	133 500

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments 2010 (percentage)</i>	<i>Advance for biennium 2010-2011</i>	<i>Advance paid for biennium 2008-2009</i>	<i>Adjustment of advances</i>
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	6.604	9 906 000	9 963 000	(57 000)
United Republic of Tanzania	0.008	12 000	9 000	3 000
United States of America	22.000	33 000 000	33 000 000	—
Uruguay	0.027	40 500	40 500	—
Uzbekistan	0.010	15 000	12 000	3 000
Vanuatu	0.001	1 500	1 500	—
Venezuela (Bolivarian Republic of)	0.314	471 000	300 000	171 000
Viet Nam	0.033	49 500	36 000	13 500
Yemen	0.010	15 000	10 500	4 500
Zambia	0.004	6 000	1 500	4 500
Zimbabwe	0.003	4 500	12 000	(7 500)
Total	100.000	150 000 000	149 999 547	453

B. Contributions by Member States to the United Nations regular budget for the year 2010

(United States dollars)

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Afghanistan	0.004	94 024	9 440	84 584
Albania	0.010	235 061	23 601	211 460
Algeria	0.128	3 008 777	302 088	2 706 689
Andorra	0.007	164 543	16 520	148 023
Angola	0.010	235 061	23 601	211 460
Antigua and Barbuda	0.002	47 012	4 720	42 292
Argentina	0.287	6 746 242	677 338	6 068 904
Armenia	0.005	117 530	11 800	105 730
Australia	1.933	45 437 230	4 561 999	40 875 231
Austria	0.851	20 003 664	2 008 412	17 995 252
Azerbaijan	0.015	352 591	35 401	317 190
Bahamas	0.018	423 109	42 481	380 628
Bahrain	0.039	916 737	92 042	824 695
Bangladesh	0.010	235 061	23 601	211 460
Barbados	0.008	188 049	18 881	169 168
Belarus	0.042	987 255	99 123	888 132
Belgium	1.075	25 269 024	2 537 066	22 731 958
Belize	0.001	23 506	2 360	21 146
Benin	0.003	70 518	7 080	63 438

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Bhutan	0.001	23 506	2 360	21 146
Bolivia (Plurinational State of)	0.007	164 543	16 520	148 023
Bosnia and Herzegovina	0.014	329 085	33 041	296 044
Botswana	0.018	423 109	42 481	380 628
Brazil	1.611	37 868 276	3 802 059	34 066 217
Brunei Darussalam	0.028	658 170	66 082	592 088
Bulgaria	0.038	893 231	89 682	803 549
Burkina Faso	0.003	70 518	7 080	63 438
Burundi	0.001	23 506	2 360	21 146
Cambodia	0.003	70 518	7 080	63 438
Cameroon	0.011	258 567	25 961	232 606
Canada	3.207	75 383 962	7 568 717	67 815 245
Cape Verde	0.001	23 506	2 360	21 146
Central African Republic	0.001	23 506	2 360	21 146
Chad	0.002	47 012	4 720	42 292
Chile	0.236	5 547 432	556 975	4 990 457
China	3.189	74 960 853	7 526 236	67 434 617
Colombia	0.144	3 384 874	339 849	3 045 025
Comoros	0.001	23 506	2 360	21 146
Congo	0.003	70 518	7 080	63 438
Costa Rica	0.034	799 206	80 242	718 964
Côte d'Ivoire	0.010	235 061	23 601	211 460
Croatia	0.097	2 280 089	228 926	2 051 163
Cuba	0.071	1 668 931	167 564	1 501 367
Cyprus	0.046	1 081 279	108 563	972 716
Czech Republic	0.349	8 203 618	823 661	7 379 957
Democratic People's Republic of Korea	0.007	164 543	16 520	148 023
Democratic Republic of the Congo	0.003	70 518	7 080	63 438
Denmark	0.736	17 300 466	1 737 005	15 563 461
Djibouti	0.001	23 506	2 360	21 146
Dominica	0.001	23 506	2 360	21 146
Dominican Republic	0.042	987 255	99 123	888 132
Ecuador	0.040	940 243	94 402	845 841
Egypt	0.094	2 209 570	221 846	1 987 724
El Salvador	0.019	446 615	44 841	401 774
Equatorial Guinea	0.008	188 049	18 881	169 168
Eritrea	0.001	23 506	2 360	21 146
Estonia	0.040	940 243	94 402	845 841
Ethiopia	0.008	188 049	18 881	169 168

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Fiji	0.004	94 024	9 440	84 584
Finland	0.566	13 304 435	1 335 795	11 968 640
France	6.123	143 927 658	14 450 657	129 477 001
Gabon	0.014	329 085	33 041	296 044
Gambia	0.001	23 506	2 360	21 146
Georgia	0.006	141 036	14 160	126 876
Germany	8.018	188 471 657	18 922 973	169 548 684
Ghana	0.006	141 036	14 160	126 876
Greece	0.691	16 242 693	1 630 803	14 611 890
Grenada	0.001	23 506	2 360	21 146
Guatemala	0.028	658 170	66 082	592 088
Guinea	0.002	47 012	4 720	42 292
Guinea-Bissau	0.001	23 506	2 360	21 146
Guyana	0.001	23 506	2 360	21 146
Haiti	0.003	70 518	7 080	63 438
Honduras	0.008	188 049	18 881	169 168
Hungary	0.291	6 840 266	686 778	6 153 488
Iceland	0.042	987 255	99 123	888 132
India	0.534	12 552 241	1 260 273	11 291 968
Indonesia	0.238	5 594 444	561 695	5 032 749
Iran (Islamic Republic of)	0.233	5 476 914	549 894	4 927 020
Iraq	0.020	470 121	47 201	422 920
Ireland	0.498	11 706 022	1 175 311	10 530 711
Israel	0.384	9 026 330	906 264	8 120 066
Italy	4.999	117 506 837	11 797 947	105 708 890
Jamaica	0.014	329 085	33 041	296 044
Japan	12.530	294 531 038	29 571 571	264 959 467
Jordan	0.014	329 085	33 041	296 044
Kazakhstan	0.076	1 786 461	179 365	1 607 096
Kenya	0.012	282 073	28 321	253 752
Kiribati	0.001	23 506	2 360	21 146
Kuwait	0.263	6 182 096	620 696	5 561 400
Kyrgyzstan	0.001	23 506	2 360	21 146
Lao People's Democratic Republic	0.001	23 506	2 360	21 146
Latvia	0.038	893 231	89 682	803 549
Lebanon	0.033	775 700	77 882	697 818
Lesotho	0.001	23 506	2 360	21 146
Liberia	0.001	23 506	2 360	21 146
Libyan Arab Jamahiriya	0.129	3 032 283	304 448	2 727 835

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Liechtenstein	0.009	211 555	21 241	190 314
Lithuania	0.065	1 527 895	153 404	1 374 491
Luxembourg	0.090	2 115 546	212 406	1 903 140
Madagascar	0.003	70 518	7 080	63 438
Malawi	0.001	23 506	2 360	21 146
Malaysia	0.253	5 947 035	597 096	5 349 939
Maldives	0.001	23 506	2 360	21 146
Mali	0.003	70 518	7 080	63 438
Malta	0.017	399 603	40 121	359 482
Marshall Islands	0.001	23 506	2 360	21 146
Mauritania	0.001	23 506	2 360	21 146
Mauritius	0.011	258 567	25 961	232 606
Mexico	2.356	55 380 297	5 560 305	49 819 992
Micronesia (Federated States of)	0.001	23 506	2 360	21 146
Monaco	0.003	70 518	7 080	63 438
Mongolia	0.002	47 012	4 720	42 292
Montenegro	0.004	94 024	9 440	84 584
Morocco	0.058	1 363 352	136 884	1 226 468
Mozambique	0.003	70 518	7 080	63 438
Myanmar	0.006	141 036	14 160	126 876
Namibia	0.008	188 049	18 881	169 168
Nauru	0.001	23 506	2 360	21 146
Nepal	0.006	141 036	14 160	126 876
Netherlands	1.855	43 603 757	4 377 914	39 225 843
New Zealand	0.273	6 417 157	644 297	5 772 860
Nicaragua	0.003	70 518	7 080	63 438
Niger	0.002	47 012	4 720	42 292
Nigeria	0.078	1 833 473	184 085	1 649 388
Norway	0.871	20 473 786	2 055 614	18 418 172
Oman	0.086	2 021 522	202 965	1 818 557
Pakistan	0.082	1 927 498	193 525	1 733 973
Palau	0.001	23 506	2 360	21 146
Panama	0.022	517 134	51 921	465 213
Papua New Guinea	0.002	47 012	4 720	42 292
Paraguay	0.007	164 543	16 520	148 023
Peru	0.090	2 115 546	212 406	1 903 140
Philippines	0.090	2 115 546	212 406	1 903 140
Poland	0.828	19 463 025	1 954 131	17 508 894
Portugal	0.511	12 011 601	1 205 991	10 805 610

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Qatar	0.135	3 173 319	318 608	2 854 711
Republic of Korea	2.260	53 123 715	5 333 739	47 789 976
Republic of Moldova	0.002	47 012	4 720	42 292
Romania	0.177	4 160 574	417 731	3 742 843
Russian Federation	1.602	37 656 722	3 780 819	33 875 903
Rwanda	0.001	23 506	2 360	21 146
Saint Kitts and Nevis	0.001	23 506	2 360	21 146
Saint Lucia	0.001	23 506	2 360	21 146
Saint Vincent and the Grenadines	0.001	23 506	2 360	21 146
Samoa	0.001	23 506	2 360	21 146
San Marino	0.003	70 518	7 080	63 438
Sao Tome and Principe	0.001	23 506	2 360	21 146
Saudi Arabia	0.830	19 510 037	1 958 851	17 551 186
Senegal	0.006	141 036	14 160	126 876
Serbia	0.037	869 725	87 322	782 403
Seychelles	0.002	47 012	4 720	42 292
Sierra Leone	0.001	23 506	2 360	21 146
Singapore	0.335	7 874 533	790 621	7 083 912
Slovakia	0.142	3 337 862	335 129	3 002 733
Slovenia	0.103	2 421 125	243 086	2 178 039
Solomon Islands	0.001	23 506	2 360	21 146
Somalia	0.001	23 506	2 360	21 146
South Africa	0.385	9 049 836	908 624	8 141 212
Spain	3.177	74 678 780	7 497 915	67 180 865
Sri Lanka	0.019	446 615	44 841	401 774
Sudan	0.010	235 061	23 601	211 460
Suriname	0.003	70 518	7 080	63 438
Swaziland	0.003	70 518	7 080	63 438
Sweden	1.064	25 010 457	2 511 105	22 499 352
Switzerland	1.130	26 561 857	2 666 870	23 894 987
Syrian Arab Republic	0.025	587 652	59 002	528 650
Tajikistan	0.002	47 012	4 720	42 292
Thailand	0.209	4 912 768	493 253	4 419 515
The former Yugoslav Republic of Macedonia	0.007	164 543	16 520	148 023
Timor-Leste	0.001	23 506	2 360	21 146
Togo	0.001	23 506	2 360	21 146
Tonga	0.001	23 506	2 360	21 146
Trinidad and Tobago	0.044	1 034 267	103 843	930 424
Tunisia	0.030	705 182	70 802	634 380

<i>Member State</i>	<i>Scale of assessments for 2010 (percentage)</i>	<i>Gross contributions for 2010</i>	<i>Credit from staff assessment</i>	<i>Net contributions</i>
Turkey	0.617	14 503 244	1 456 158	13 047 086
Turkmenistan	0.026	611 158	61 362	549 796
Tuvalu	0.001	23 506	2 360	21 146
Uganda	0.006	141 036	14 160	126 876
Ukraine	0.087	2 045 028	205 325	1 839 703
United Arab Emirates	0.391	9 190 873	922 784	8 268 089
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	6.604	155 234 076	15 585 846	139 648 230
United Republic of Tanzania	0.008	188 049	18 881	169 168
United States of America	22.000	517 133 507	^a	517 133 507
Uruguay	0.027	634 664	63 722	570 942
Uzbekistan	0.010	235 061	23 601	211 460
Vanuatu	0.001	23 506	2 360	21 146
Venezuela (Bolivarian Republic of)	0.314	7 380 906	741 059	6 639 847
Viet Nam	0.033	775 700	77 882	697 818
Yemen	0.010	235 061	23 601	211 460
Zambia	0.004	94 024	9 440	84 584
Zimbabwe	0.003	70 518	7 080	63 438
Total	100.000	2 350 606 850	184 084 797	2 166 522 053

^a Amounts charged against the credit of the United States of America for 2010: \$51,921,353.

Evolution of assessed contributions to UNIDROIT budget*

Financial year 1989		Financial year 1990		Financial year 1991	
Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€
50 MS		50 MS		51 MS	
Italian Government	376.455,76	Italian Government	372.546,18	Italian Government	358.431,42
Other Governments	1.251.861,29	Other Governments	1.295.380,34	Other Governments	1.321.241,55
				plus 1 new MS	
Total	1.628.317,05	Total	1.667.926,52	Total	1.679.672,97
Contribution unit	***	Contribution unit	***	Contribution unit	***
Category I	****	Category I	****	Category I	****

Financial year 1992		Financial year 1993		Financial year 1994	
Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€
51 MS		51 MS		51 MS	
Italian Government	355.859,46	Italian Government	341.520,04	Italian Government	328.598,28
Other Governments	1.378.122,70	Other Governments	1.486.834,04	Other Governments	1.602.332,86
		plus 1 new MS			
Total	1.733.982,16	Total	1.828.354,08	Total	1.930.931,14
Contribution unit	***	Contribution unit	2.230,00	Contribution unit	2.395,12
Category I	****	Category I	111.290,00	Category I	119.755,82

Financial year 1995		Financial year 1996		Financial year 1997	
Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€
52 MS		52 MS		52 MS	
Italian Government	325.750,02	Italian Government	256.149,40	Italian Government	364.565,69
Other Governments	1.502.303,67	Other Governments	1.626.815,52	Other Governments	1.734.440,92
		plus 1 new MS			-
Total	1.828.053,69	Total	1.882.964,92	Total	2.099.006,61
Contribution unit	2.245,60	Contribution unit	2.428,00	Contribution unit	2.550,65
Category I	112.279,80	Category I	121.404,14	Category I	127.532,42

Financial year 1998		Financial year 1999		Financial year 2000	
Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€
52 MS		53 MS		53 MS	
Italian Government	302.738,77	Italian Government	227.643,98	Italian Government	359.203,57
Other Governments	1.720.007,11	Other Governments	1.727.469,01	Other Governments	1.691.805,55
		plus 1 new MS			
Total	2.022.745,88	Total	1.955.112,99	Total	2.051.009,12
Contribution unit	2.548,16	Contribution unit	2.574,47	Contribution unit	2.510,10
Category I	127.407,93	Category I	128.723,47	Category I	125.504,86

Financial year 2001		Financial year 2002		Financial year 2003	
Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€	Ordinary receipts	€
54 MS		54 MS		54 MS	
Italian Government	301.068,55	Italian Government	253.017,77	Italian Government	246.224,00
Other Governments	1.728.113,00	Other Governments	1.699.535,37	Other Governments	1.706.332,32
		plus 1 new MS			
Total	2.029.181,55	Total	1.952.553,14	Total	1.952.556,32
Contribution unit	2.530,18	Contribution unit	2.485,29	Contribution unit	2.465,00
Category I	126.509,00	Category I	124.264,50	Category I	123.250,00

* Source: UNIDROIT Accounts 1998-2008; UNIDROIT Budget 2009 and UNIDROIT Draft Budget 2010

Historic figures in Lit monetarily adjusted to year 2008 according to indices published by the Italian National Statistic Institute and converted into Euro

As from 2002, figures in Euro re-evaluated according to indices as above

** Relation between host country contribution and contribution by States in category I

*** Contribution unit not included in accounts for the relevant period

****Contribution chart not available in the same currency as the host country's contribution for this year

Financial year 2004		Financial year 2005		Financial year 2006	
Ordinary receipts		Ordinary receipts		Ordinary receipts	
54 MS		54 MS		55 MS	
Italian Government	282.420,00	Italian Government	269.750,00	Italian Government	285.633,00
Other Governments	1.715.040,86	Other Governments	1.758.355,66	Other Governments	1.745.937,00
	--		--	Plus 1 new MS	
Total	1.997.460,86	Total	2.028.105,66	Total	2.031.570,00
Contribution unit	2.457,07	Contribution unit	2.455,80	Contribution unit	2.438,46
Category I	122.853,50	Category I	122.790,00	Category I	121.923,00

Financial year 2007		Financial year 2008		Financial year 2009 (projected)	
Financial year 2007		Ordinary receipts		Ordinary receipts	
56 MS		56 MS		58 MS	
Italian Government	275.600,00	Italian Government	259.935,00	Italian Government	198.000,00
Other Governments	1.771.871,00	Other Governments	1.734.987,54	Other Governments	1.825.250,00
Plus 1 new MS				plus 2 new MS	
Total	2.047.471,00	Total	1.994.922,54	Total	2.023.250,00
Contribution unit	2.459,00	Contribution unit	2.389,80	Contribution unit	2.450,00
Category I	122.950,00	Category I	119.490,00	Category I	122.500,00

Historic average	
Ordinary receipts	
Italian Government	292.529,09
Other Governments	1.533.275,59
Total	1.825.804,68
Contribution unit	
Category I	122.381,22

* Source: UNIDROIT Accounts 1998-2008; UNIDROIT Budget 2009 and UNIDROIT Draft Budget 2010

Historic figures in Lit monetarily adjusted to year 2008 according to indices published by the Italian National Statistic Institute and converted into Euro

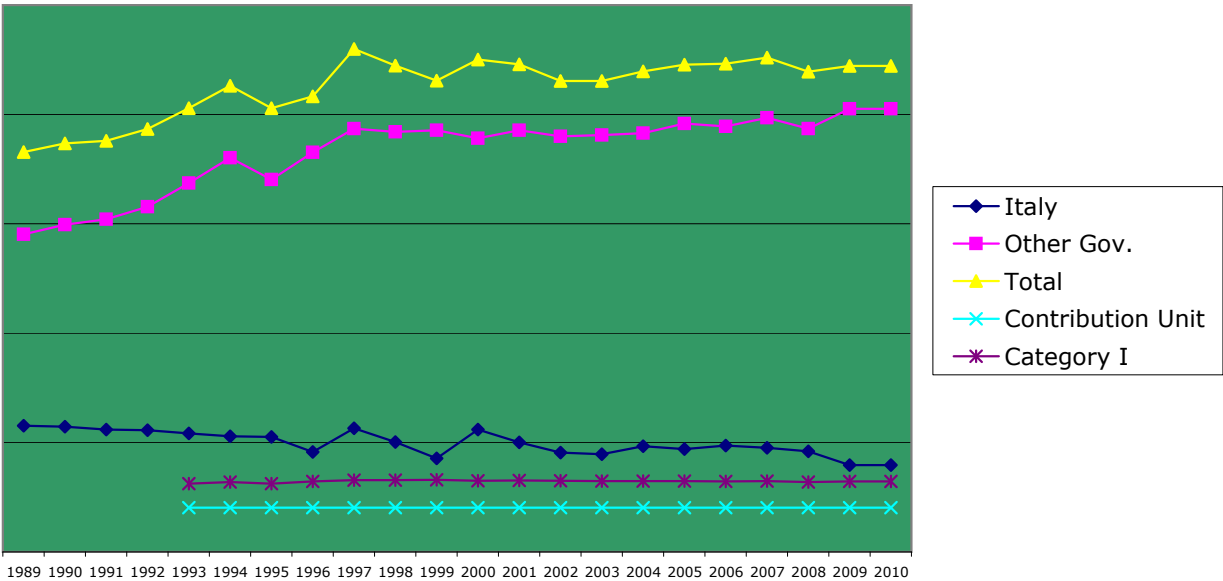
As from 2002, figures in Euro re-evaluated according to indices as above

** Relation between host country contribution and contribution by States in category I

*** Contribution unit not included in accounts for the relevant period

****Contribution chart not available in the same currency as the host country's contribution for this year

Evolution of UNIDROIT Contributions



Years 1989-2010